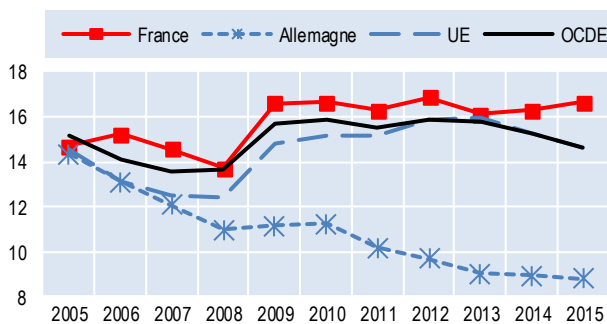




L'édition 2016 de Panorama de la société examine le bien-être social et ses tendances au sein de l'OCDE. Le nombre de jeunes déscolarisés, sans emploi et ne suivant aucune formation (NEETs) reste élevé dans de nombreux pays depuis la crise ; le rapport met l'accent sur ces jeunes, en examinant les caractéristiques des personnes à risque ainsi que les mesures à adopter. Cette édition comprend également de nombreux indicateurs spécifiques aux jeunes sur la formation de la famille, l'autonomie, le revenu et la pauvreté, la santé et la cohésion sociale.

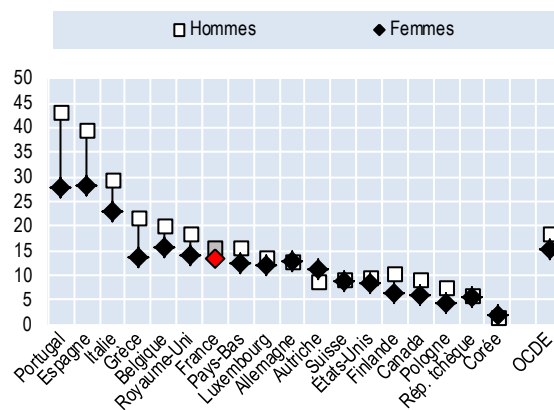
Le taux de jeunes sans emploi et sortis du système éducatif a augmenté en France ces dernières années

Part des 15-29 ans sans emploi et sortis du système éducatif en pourcentage de l'ensemble des 15-29 ans, 2005-2015



[Figure 1.5]

Taux de décrochage scolaire, % de jeunes qui ne parviennent pas à terminer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, 2014



[Figure 1.26]

LA SITUATION DES JEUNES SANS EMPLOI ET SORTIS DU SYSTÈME ÉDUCATIF

Le taux de jeunes sans emploi et sortis du système éducatif a augmenté en France ces dernières années, du niveau le plus bas à 14% atteint en 2008 à un pic de plus de 16.9% en 2012. Contrairement à d'autres pays de l'OCDE et de l'Union européenne qui ont connu une baisse de ce taux depuis 2013, en France il n'a pas encore reculé et reste élevé (16.6% en 2015). Cela représente 1.8 million de jeunes sans emploi et sortis du système éducatif en 2015, et près de 270 000 de plus qu'en 2008. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse du chômage des jeunes. Sur un période de quatre ans, quatre jeunes sur 10 vont faire l'expérience du chômage ou de l'inactivité, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne OCDE. En revanche, près des trois-quarts des jeunes sans emploi et hors du système scolaire le sont pour 7 mois ou plus [Figure 1.18].

Cette incidence élevée de l'inactivité ou de chômage chez les jeunes représente également un manque à gagner en termes de revenus. Ce coût est estimé à près de 1% du PIB en France [Figure 1.8].

Le taux de jeunes sans emploi et sortis du système éducatif est plus de trois fois plus élevé parmi les jeunes

peu instruits (niveau inférieur ou égal au premier cycle de l'enseignement secondaire, brevet des collèges ou équivalent) que parmi les jeunes ayant un diplôme universitaire, ce qui correspond à la moyenne OCDE [Figure 1.9].

En France le taux de décrochage scolaire, c'est-à-dire de la part de jeunes qui ne parviennent pas à terminer le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, est de 14,5%. C'est légèrement inférieur à la moyenne l'OCDE, mais c'est nettement plus élevé que les pays les plus performants tels que la Corée (2%), les États-Unis et la Suisse (9%), ou l'Autriche (10%) [Figure 1.26].

Alors que la plupart des pays de l'OCDE ont un taux de jeunes sans emploi et sortis du système éducatif plus important pour les femmes que pour les hommes, avec un écart moyen de près de 40%, la différence femmes/hommes en France n'est que de 10% [Figure 1.11]. Cela se reflète dans un taux d'emploi pour les mères qui est au-dessus de la moyenne de l'OCDE [Figure 1.13]. Parmi les facteurs explicatifs, le taux élevé de participation des enfants à l'école maternelle et le coût relativement faible de la garde d'enfants jouent un rôle important [Figure 1.14]. Néanmoins, la moitié des jeunes femmes ayant décroché à l'école sont inactives en France,

ce qui est un risque fois plus élevé que ce qu'on observe pour celles qui ont au moins le Bac.

Au sein de l'OCDE, **les jeunes nés à l'étranger sont en moyenne 1.5 fois plus susceptibles d'être sans emploi et sortis du système éducatif que ceux nés dans leur pays de résidence**. Ce rapport dépasse **1.8 en France** [Figure 1.16]. Ceci s'explique, en partie, par le fait que **les jeunes issus de l'immigration sont trois fois plus souvent sortis de l'école sans aucun diplôme que les autres**, contre seulement 1,5 fois plus souvent en moyenne dans l'OCDE.

Beaucoup de ces jeunes sont couverts par des filets de sécurité sociale en France : en 2014 **14% ont perçu des prestations de chômage** à un moment donné au cours des 12 derniers mois, le double de la moyenne de l'OCDE [Figure 1.21] ; 35% des jeunes ont perçu une aide sociale monétaire ou une allocation logement à un moment donné au cours des 12 derniers mois [Figure 1.22], plus du double de la moyenne de l'OCDE. Enfin **59% des jeunes passent au-dessus du seuil de pauvreté monétaire grâce aux prestations sociales**, le cinquième taux le plus élevé dans la zone OCDE [Figure 1.24].

APERÇU DES AUTRES INDICATEURS SOCIAUX

Le chômage reste élevé et les niveaux de compétences de base parmi les adultes sont faibles

Le taux de chômage en France se situait à 10.1% au premier trimestre de 2016, nettement au-dessus du niveau de 2007 à 7.5% [Figure 4.4]. La majeure partie des chômeurs est peu qualifiée. **La France a la troisième plus forte proportion des 30-54 ans ayant un faible niveau de compétences à l'écrit** (21%), et la quatrième plus forte proportion des 30-54 ans ayant un faible niveau de compétences en calcul (27%) [Figures 4.7 & 4.8].

Les revenus ont stagnés ces dernières années, le système de protection sociale fonctionne bien

Les revenus disponibles ont stagné en France au cours de la récession. La France a ainsi évité des pertes importantes de revenus, contrairement à ce qui a été observé pour des pays fortement touchés par la crise, tels que la Grèce, l'Italie, le Portugal ou l'Espagne [Figure 3.2].

Les inégalités de revenus sont légèrement plus faibles que pour la moyenne OCDE [Figure 5.1]. La pauvreté relative reste, elle aussi, en dessous de la moyenne OCDE : **8% de la population vit sous le seuil de pauvreté**, comparé à une moyenne de 11% [Figure 5.4]. Ces performances sont en partie expliquées par l'effet d'amortissement du système de protection sociale français. La France a le taux de dépenses sociales le plus élevé de l'OCDE à 32% du PIB [Figure 5.9]. La France a aussi **le second taux le plus élevé de bénéficiaires de prestations de chômage** avec plus de 5% de la population en âge de travailler [Figure 5.12].

La confiance envers les autres et les gouvernements est faible

Une faible proportion (26%) de la population française adulte déclare avoir confiance envers les autres, comparé à 36% dans la zone OCDE. La confiance dans le gouvernement est également inférieure à la moyenne OCDE (30% contre 40%) [Figures 7.4 & 7.5], mais le taux de participation aux élections, à 71%, est supérieur à la moyenne de l'OCDE de 66% [Figure 7.7].

Satisfaction à l'égard de l'existence

Dans l'ensemble, les niveaux de satisfaction à l'égard de l'existence en France correspondent à la moyenne de l'OCDE. Comme dans la zone OCDE, les garçons adolescents déclarent généralement un niveau plus élevé que les filles adolescentes. Mais en France la différence de 15 points de pourcentage est importante comparée à une différence moyenne de 9% [Figures 7.1 & 7.2].

La récession a eu un impact sur le mode de vie des jeunes

La récession semble avoir nui à la capacité des jeunes à former leur propre foyer. **La France a connu la plus forte augmentation de la proportion de jeunes vivant avec leurs parents au cours de la récession** : une augmentation de 13 points de pourcentage, de 41% à 54%, comparé à légère augmentation de 1 point de pourcentage dans la zone OCDE). Ce changement a été principalement compensé par une réduction de la proportion de jeunes vivant avec un partenaire et vivant seuls [Figure 3.10].

La fécondité est élevée

L'indicateur conjoncturel de fécondité est en France, à près de 2 enfants par femme à la fin de ses années de procréation, **l'un des plus élevés en Europe**, et bien au-dessus de la moyenne OCDE de 1.7. Il est tout proche du seuil de renouvellement des générations de 2.1 [Figure 3.1]. L'âge moyen des femmes à la première naissance est de 27.7 ans, proche de la moyenne de l'OCDE. Cet âge a très peu évolué depuis 1995, contrairement à la plupart des pays de l'OCDE qui ont connu des augmentations beaucoup plus importantes [Figure 3.6].

L'espérance de vie est élevée, mais la consommation d'alcool est élevée

La France a la 5ème plus haute espérance de vie dans la zone OCDE, 82.8 ans [Figure 6.1], et le niveau d'état de santé perçu par la population est proche de la moyenne OCDE. Cependant, **la France a le taux de consommation d'alcool au quatrième rang le plus élevé de l'OCDE**. La proportion de fumeurs quotidiens dans la population adulte (20%) est proche de la moyenne de l'OCDE. Cependant, environ 20% des adolescents de 15 ans déclarent fumer au moins une fois par semaine, un des taux les plus élevés de l'OCDE [Figures 6.11-6.13].

Contact:

Division des politiques sociales de l'OCDE, Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales

Stéphane Carcillo +33 (0)1 45 24 80 31

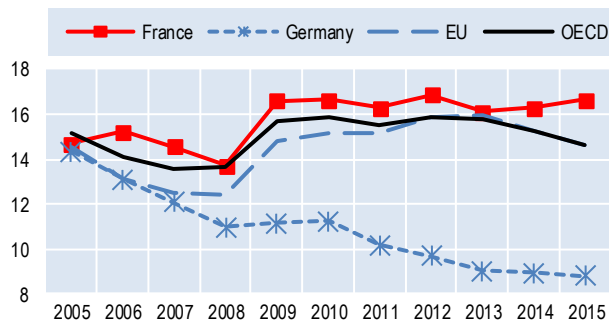
stephane.carcillo@oecd.org



The 2016 edition of *Society at a Glance* examines social well-being and its trends across the OECD. The number of young people not in employment, education or training (NEETs) remains elevated in many countries since the crisis; the report therefore focusses on this group of young people examining the characteristics of those at risk of being NEET along with policies to help meet the challenge. This edition also includes many new youth-specific indicators on family formation, self-sufficiency, income and poverty, health and social cohesion.

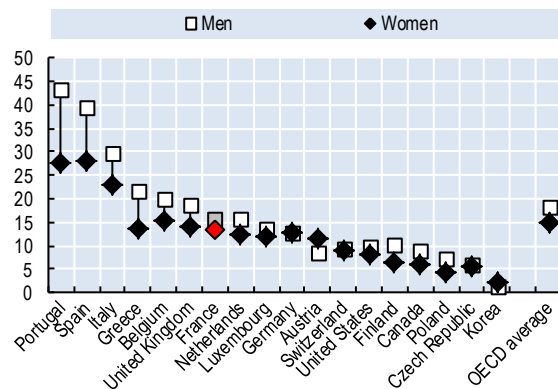
The NEET rate has increased in France in recent years

Percentage of 15-29-year-olds who are not in employment, education or training (NEET rate), 2005-2015



[Figure 1.5]

Early school leaver rate, 2014



[Figure 1.26]

THE NEET SITUATION

The proportion of young people (15-29 year-olds) who are not in employment, education or training, the NEET rate, has risen in recent years in France from less than 14% in 2008 **peaking at 16.9% in 2012**. While on average **NEET rates** have fallen in OECD and EU countries since 2013, the rate **remains high in France (16.6% in 2015)**. This represents nearly 270 000 additional young people neither studying nor working in 2015 compared to 2008 and costs nearly 1% of GDP in foregone earnings [Figure 1.8]. 4 in 10 French youth spend some time as a NEET after leaving school, slightly below the OECD average; nearly three quarters of them are NEET for 7 months or more [Figure 1.18].

In France **NEET rates for early school leaver who did not complete upper secondary education (ESLs) are over three times higher** than for those with tertiary education, in line with the cross-country average [Figure 1.9]. The ESL rate has been on the decline

across OECD countries and has also fallen considerably in France in recent years. **The French performance remains, however, relatively poor: at 14.5%** the ESL rate is much higher than in some better-performing countries (e.g. 10% in Austria, 9% in Switzerland and the United States, 2% in Korea) and not that much better than the OECD average. [Figure 1.26]

As in most OECD countries NEET rates are larger for women than men, but **the gender gap in France is at the lower end of the scale**. NEET rates for women are 10% higher than for men [Figure 1.11] compared to about 40% in the OECD, bolstered by employment rates for mothers that are above the OECD average [Figure 1.13], high participation rates in pre-primary education and below average childcare costs [Figure 1.14]. However, half of women who did not complete upper secondary education in France are inactive, three times more than women who have at least upper secondary education.

NEET rates among migrant youth across the OECD are 1.6 times higher than those born in their country of residence. The gap is even larger in France; **NEET rates are more than 1.8 times higher for migrant youth** [Figure 1.16]. This may, in part, be due to higher ESL rates amongst migrants, who are **3 times as likely as native born to leave school without an upper secondary degree** in France, compared to 1.5 times in the OECD on average.

Many of these youths are covered by social safety nets. In 2014, 14% of youths were in receipt of **unemployment benefits** at some point during a 12-month period; **double the OECD average** [Figure 1.21] and 35% were in receipt of **social assistance or housing benefits** at some point during a 12-month period [Figure 1.22], more than double the OECD average. **59% of youth are lifted above the poverty line** through benefits, the fifth highest rate across the OECD [Figure 1.24].

OVERVIEW OF OTHER SOCIAL INDICATORS

Unemployment remains elevated and basic skill levels amongst adults are poor

The overall unemployment rate in France stood at 10.1% in the first quarter of 2016, significantly above its 2007 rate of 7.5% [Figure 4.4]. Most of the unemployed have low skills. France **has the third highest proportion of 30-to-54 year-olds with low literacy skills** (21%) and fourth highest proportion with low numeracy skills (27%) [Figures 4.7 & 4.8].

Incomes stagnated in recent years but the social protection system performs well

Disposable incomes stagnated in France over the recession but France avoided large losses as seen in countries more strongly hit by the crisis, like Italy, Greece, Portugal or Spain [Figure 3.2]. **Income inequality** in France is slightly **lower than the OECD average** [Figure 5.1]. Relative poverty remains below average with **8% of the French population below the poverty line**, compared with 11% on average [Figure 5.4]. These performances are in part explained by the cushioning of the social protection system. France has the **highest rate of social expenditure** across the OECD at 32% of GDP [Figure 5.9]. In particular, France has the **second highest rate of receipt of out-of-work benefits** with receipt by more than 5% of the working-age population [Figure 5.12].

Trust in other and confidence in politicians is low

A low **26%** of the French adult population report having **trust in others** compared to 36% across the OECD [Figures 7.4 & 7.5]. Confidence in national government is also below average [30% versus 40% OECD average, Fig 7.5] but **voter turnout** at 71% is **above the OECD average** of 66% [Figure 7.7].

Life satisfaction

Overall, **life satisfaction** levels are in line with the OECD average. As across the OECD, teenage boys usually report higher life satisfaction than teenage girls. But in France the difference is large: a 15 percentage point gap compared to 9 across the OECD [Figures 7.1 & 7.2].

The recession affected the living arrangements of youth

The recession appears to have hindered the ability of young people to form their own, independent, households. France experienced the **largest increase in the proportion of youth living with their parents** over the recession: up 13 percentage points, from 41% to 54%, compared to just +1 percentage point across the OECD. This change was mainly offset by a **reduction in the proportion of youth living with partners and living alone** [Figure 3.10].

The fertility rate is high

The **fertility rate** in France, at an average 2 children per woman of child bearing age is one of the highest in Europe, much **above the OECD average** of 1.7 and close to the 2.1 level needed to keep the population constant, [Figure 3.1]. The average age of women at their first birth is 27.7, this is close to the OECD average [Figure 3.6] and only a marginal increase since 1995, unlike most OECD countries which have experienced much sharper increases.

Life expectancy is high but so too are alcohol consumption and teen smoking rates

France has the **5th highest life expectancy** [Figure 6.1] across the OECD, 82.8 years, with self-reported health levels close to the OECD average. However France has the **fourth highest alcohol consumption rate** in the OECD. Smoking rates of adults are close to the OECD average [Figures 6.11-6.13] but around **one-fifth of 15 year old report smoking once a week**, one of the highest rates in the OECD.

Contact:

OECD Social Policy Division, Directorate for Employment, Labour and Social Affairs

Stéphane Carcillo +33 (0)1 45 24 80 31
stephane.carcillo@oecd